

## Les faiseurs de révolution libérale

Par Ibrahim Warde

*Le Monde diplomatique* – Mai 1992

*Ancien titulaire de la chaire de communisme scientifique à l'université d'État de Sverdlovsk, ville où il a rencontré M. Boris Eltsine dont il est devenu l'éminence grise au sein du gouvernement russe, M. Guennadi Bourboulis a récemment demandé à l'Institut de l'économie mondiale et des relations internationales une étude confidentielle. Il s'agissait, selon la presse russe, de répondre à deux questions : comment introduire une dictature éclairée en Russie ? Comment expliquer la nécessité d'une telle mesure à l'opinion ? le nouveau pouvoir installé à Moscou a bien du mal à surmonter les difficultés qui l'assaillent. Si les débats mouvementés du congrès des députés de la fédération, au mois d'avril dernier, n'ont débouché sur aucun bouleversement, ils ont traduit l'inquiétude et le désarroi. Avec une chute de 17 % de la production en 1991 (pour l'ensemble de l'ex-URSS), l'économie se disloque, l'immense majorité de la population subit une perte vertigineuse de pouvoir d'achat, tandis que les conseillers économiques occidentaux, ces « faiseurs de révolution », continuent de prodiguer à prix d'or leurs conseils (lire ci-dessous). La Russie est aussi menacée par la montée des aspirations autonomistes en son sein (lire page 4) alors que ses relations avec ses partenaires de la CEI restent tendues : conflit avec l'Ukraine à propos du partage de la flotte de la mer noire et sur l'avenir de la Crimée ; polémique avec la Moldavie au sujet du sort de la minorité russe et du statut de la « république du Dniestr » ; problèmes du statut des millions de russes qui ont essaimé sur le territoire de l'ex-URSS, etc. Dans ces conditions, l'instauration d'une « main de fer » à Moscou afin d'imposer, quel qu'en soit le prix, l'économie de marché et de restaurer la puissance de la Russie tente aussi bien des libéraux acharnés que des nationalistes intransigeants ou des communistes nostalgiques.*

« Les réformes révolutionnaires, c'est plus facile et plus amusant quand on les fait chez d'autres (1). » Ainsi le professeur Edwin Reischauer, qui fut ambassadeur à Tokyo, décrivait-il l'ardeur des fonctionnaires américains de l'après-guerre qui « refaisaient » le Japon avec l'aide de dirigeants dociles et encore sous le coup de la défaite de leur

nation. Les occupants s'employaient alors à introduire une nouvelle Constitution et à éliminer les séquelles du militarisme.

Depuis 1989, une nouvelle génération de faiseurs de révolution tente de transformer l'Europe de l'Est et l'ancienne Union soviétique. Ces pays se retrouvent sans institutions, sans ressources et avec des sociétés civiles embryonnaires. Ils n'ont d'autre choix que de s'arrimer à un système qui promet de combiner liberté et prospérité. Leurs élites, constituées de dissidents dépourvus d'expérience gouvernementale ou de réformateurs de la onzième heure formés au sérail communiste, sont à la merci d'experts et de bureaucrates venus d'ailleurs, à la fois guides, gendarmes et pourvoyeurs de fonds.

L'effondrement du communisme, qui a surpris par sa soudaineté et par son ampleur, n'a été accompagné d'aucun modèle de rechange ni d'aucun programme de gouvernement. L'appel au secours lancé à l'autre camp coïncide, malheureusement, avec une crise de liquidités sans précédent dans les pays capitalistes (2). Et le paradoxe veut que ce soit l'incapacité à financer véritablement les réformes qui conduit ces pays à se poser en donneurs de leçons en vertu de deux principes opposés. L'un veut que les réformes soient avant tout affaire de volonté politique : l'assistance extérieure, qui inciterait au maintien des structures existantes, doit être limitée (3) et s'orienter surtout vers l'« aide technique ». L'autre s'énonce ainsi : « qui donne ordonne » ; même si l'aide financière est faible, les donneurs ont le droit de s'assurer qu'elle est utilisée « à bon escient ».

Si l'attrait d'un libéralisme pur et dur s'explique en partie par le choc des événements – les tenants d'un dogme révolu ont tendance à donner dans le dogme inverse (4), – les conditions imposées par les donneurs d'aide constituent le facteur décisif. Paradoxe suprême : alors même que la pensée économique traverse sa crise la plus grave, que les organisations internationales sont de plus en plus critiquées et que les agents du libéralisme à outrance sont discrédités aux « États-Unis et en Europe, le néolibéralisme se retrouve aux avant-postes d'une révolution qu'il n'avait pas prévue.

Les années 80 n'ont pas été tendres pour l'économisme qui règne aujourd'hui, ni pour ceux qui le propagent. Peu avant la chute du mur de Berlin, M. Maurice Allais, prix Nobel d'économie, résumait ainsi « le désarroi de la pensée écono-

mique (5) » : « Ces quarante-cinq dernières années ont été dominées par toute une succession de théories dogmatiques, toujours soutenues avec la même assurance, mais tout à fait contradictoires les unes avec les autres, tout aussi irréalistes, et abandonnées les unes après les autres sous la pression des faits. A l'étude de l'histoire, à l'analyse approfondie des erreurs passées, on n'a eu que trop tendance à substituer de simples affirmations, trop souvent appuyées sur de purs sophismes, sur des modèles mathématiques irréalistes et sur des analyses superficielles du moment. » Les spécialistes du communisme, de l'Europe de l'Est et de l'Union soviétique n'ont guère fait mieux : incapables de prévoir la fin du communisme, encore moins de l'expliquer, ils sont, selon l'expression de M. Stephen F. Cohen, professeur à l'université de Princeton, en pleine « banqueroute intellectuelle » (6).

De leur côté, le Fonds monétaire international (FMI) et la Banque mondiale achevaient, au moment de l'effondrement du communisme, d'être discrédités. Accusés, à droite (dans l'Amérique réaganienne, par exemple), de gaspiller les fonds publics et, à gauche, d'être responsables d'« émeutes du pain » à répétition, ces organismes n'ont pas été étrangers à la crise de la dette (7). Les « ajustements structurels » imposés par le FMI se sont soldés partout par des échecs, et des études très fouillées ont dévoilé l'incurie et les abus des « nababs de la pauvreté » (8).

### **Une nomenclatura remplace l'autre**

Comment expliquer alors que les économistes et les organisations internationales aient retrouvé toute leur superbe ? C'est que nous vivons, paraît-il, la « fin de l'histoire » : dernier cri du prêt-à-penser géopolitique, cette perspective affirme que le libéralisme a triomphé, évacue le politique, et réduit tout à des problèmes techniques intelligibles des seuls experts (9).

La troïka Fonds monétaire international-Banque mondiale-Banque européenne de reconstruction et de développement (BERD) est ainsi devenue un point de passage obligé dans la transition vers une économie de marché : l'un ou l'autre de ses membres s'interpose toujours pour conseiller, financer, et surtout décerner les certificats de bonne conduite nécessaires pour obtenir l'aide étrangère. La création de la toute jeune BERD illustre les dérives et les abus des faiseurs de révolution.

Conçue à partir d'une « idée » de M. Jacques Attali, la « banque européenne » est vite devenue réalité – et prétexte à l'essaimage d'autres bureaucraties. Pour justifier la création d'un organisme qui fait double emploi avec des institutions existantes (« un tiers Communauté européenne, un tiers Banque mondiale, un tiers Banque Lazard ou J.-P. Morgan (10) »), il fallut les nombreux talents du conseiller spécial de M. François Mitterrand, pour qui « la première organisation de l'après-guerre froide » se devait d'être une banque (11), embryon emblématique et financier d'un nouvel ordre mondial. Pour M. Attali, la BERD sera « la première institution internationale à proposer une doctrine à propos de la démocratie des droits de l'homme et du multipartisme (12) ». Ses ressources financières lui permettront de « forcer la main » des réfractaires (13) [tordre le bras en 2015 !]. Par ailleurs, la banque deviendra actionnaire du secteur privé des pays qu'elle « conseille » (14). Cela lui permettra à la fois de décider de la structure politique d'un pays, de financer ses projets, d'établir les règles du jeu économique, et puis – surtout ? – de se porter actionnaire de ses meilleures entreprises (15) : les critères d'investissement seront tels que la banque ne fera que des placements d'excellente qualité (16).

L'existence et les méthodes de la BERD sont devenues la source d'un énorme gaspillage [César Auguste couvrit Rome de marbre blanc]. Ses pays actionnaires s'inquiètent-ils des pouvoirs exorbitants que veut s'arroger son président ? Ils le coiffent d'un conseil d'administration de vingt-trois membres (qui absorbera 25 % des dépenses initiales...) (17). M. Attali essaie-t-il de tenir la Banque mondiale à l'écart de l'Europe en lui demandant de se consacrer exclusivement au tiers-monde (18) ? Celle-ci réplique en étoffant sa présence sur le continent (19). La BERD a également servi de prétexte à une augmentation massive des salaires dans ces organisations internationales qui prêchent inlassablement les vertus du sacrifice et de la rigueur. Ainsi, en août 1991, M. Michel Camdessus, directeur général du Fonds monétaire international, a exigé que l'on augmente le sien de 30 % pour l'aligner sur celui du président de la BERD (plus jeune, moins expérimenté, et à la tête d'un organisme bien moins important). Le président de la Banque mondiale a alors obtenu lui aussi (sous prétexte qu'il s'agit d'une organisation « jumelle »

du FMI) que l'on porte son traitement de 4 700 fois à 6 000 fois celui d'un salarié russe (20)... Dans un milieu où l'on manie avec doigté les renvois d'ascenseur, par la suite tous les hauts fonctionnaires ont obtenu des augmentations de salaire.

Tout projet de réforme à l'Est doit recevoir l'aval de l'une ou l'autre de ces organisations qui distribuent postes et prébendes à ceux qui se montrent les plus réceptifs à leurs oukases. Les apparatchiks du FMI n'auront pas besoin, comme ils l'ont fait récemment avec le Brésil, d'exiger un amendement de la Constitution comme préalable à l'octroi d'un prêt (21). Désormais, toutes les grandes décisions politiques (institutions, budgets, réformes, etc.) sont prises avec l'aide d'experts étrangers et façonnés d'après leurs conseils (22). Les politiciens ambitieux se placent donc sous la coupe des « grands électeurs » de l'étranger. Car même si les ministres des finances les plus inféodés ne font pas long feu, tels MM. Balcerowicz en Pologne et Gaidar en Russie, ils peuvent toujours espérer « pantoufler » plus tard chez leurs sponsors (23).

Dans les pays hier encore communistes, un catéchisme remplace l'autre, une nomenclatura se substitue à l'ancienne. Ce n'est plus le Parti communiste mais la nébuleuse libérale qui sert de « guide idéologique ». La longue fréquentation du grand frère de Moscou a engendré chez beaucoup d'anciens communistes une docilité qui se manifeste aujourd'hui envers ceux qui ont le pouvoir de desserrer les cordons de la bourse. Ce qui se faisait au nom du sens de l'histoire est justifié par les exigences du marché. Les dogmes sont simplement inverses : aujourd'hui, la propriété, c'est l'envol. Dès lors que chacun s'accorde sur la nécessité de certaines réformes (privatisation, réforme du système des prix, libre-échange, création d'une infrastructure libérale), les querelles de chapelles portent sur des questions de priorité et d'ampleur.

Autour de cette galaxie de néophytes libéraux gravitent des experts en tout genre, ceux-là mêmes dont les conseils ont souvent produit des résultats catastrophiques dans leur pays d'origine. Les adeptes de la politique de l'offre (supply-siders), perdus de vue depuis le début des années 80, réapparaissent ainsi au grand complet pour donner leur avis sur la réforme économique. M. Jack Kemp, porte-drapeau de la révolution fiscale reaganienne de 1981, candidat malheureux à l'investiture républicaine en 1988 et aujourd'hui sagement aligné

derrière le président Bush, adresse une « lettre ouverte à M. Boris Eltsine » : il l'implore d'aller vite en besogne (24).

Qu'ils jouent les poissons pilotes ou les mouches du coche, ces experts vibronnent autour des nouveaux leaders, aspirant à avoir la même carrière que le plus célèbre d'entre eux, **M. Jeffrey Sachs**, professeur d'économie à Harvard et en Russie. Pour mieux se faire entendre, ils donnent dans la surenchère et ignorent superbement les conséquences sociales des réformes qu'ils prônent. Universités, think-tanks, médias, gouvernements fournissent quantité de spécialistes qui, vers l'Est compliqué, s'envolent avec des idées simples. De Jacques « prout caca » Séguéla à Guy « pipi popo » Sorman, on trouve aujourd'hui quantité d'ouvrages qui expliquent ce qu'il faut faire pour sauver l'Europe de l'Est (25).

Malgré l'esprit courtisan qui règne, des voix se font entendre contre le pouvoir excessif des donneurs de conseils. En Russie, le vice-président Routskoï qualifie les réformes de l'équipe Gaidar de « génocide économique » perpétré par des « gamins en short rose » aux ordres du FMI (26). Signe des temps : les libéraux sont accusés de poursuivre une stratégie bolchévique de « révolution à tout prix (27) ». Le gouverneur de la Banque centrale russe, M. Georgy Matiukhine, se rebiffe contre le professeur Sachs et les experts étrangers qui exigent l'accès à ses comptes (28).

### **Une aide qui bénéficie aux donneurs**

Le débat politique ne peut plus ignorer l'ubiquité de conseillers souvent ubuesques. En Pologne, on parle aujourd'hui de « brigade Mariott » pour désigner ces spécialistes qui font la navette d'un hôtel cinq étoiles à l'autre, offrant des conseils aussi pesants qu'inutiles. Ces conseillers sont pourtant prévus par les programmes d'aide : tant le fonds d'aide de la Communauté européenne (PHARE) que le projet américain SEED (Support for East European Democracy) sont prétextes à d'interminables « missions d'études » qui absorbent le gros des montants affectés à l'aide technique (29). M. Stefan Kawalec, qui fut vice-ministre des finances de Pologne, explique : « Un certain nombre de consultants sont à la recherche de contrats juteux mais complètement inutiles. Le gouvernement américain les rémunère pour nous donner, sans même nous le notifier, des conseils que nous n'avons pas demandés (30) ».

Les jeunes démocraties ont parfois l'impression de servir de rebut pour les donneurs de conseils qui ne sont plus prophètes chez eux : politiciens déçus, intellectuels en panne. Doit-on s'étonner de voir M. Alan Cranston, sénateur californien à ce point impliqué dans le scandale des caisses d'épargne américaines qu'il a sagement choisi de ne pas affronter ses électeurs, devenir éditorialiste à l'agence Tass en vue d'« aider les citoyens de l'ex-Union soviétique à mieux comprendre le fonctionnement de la démocratie et de l'économie de marché (31) » ?

Même M. Lech Walesa, pourtant enfant chéri et principal bénéficiaire de l'aide occidentale, est aujourd'hui désabusé. Il constate que l'aide semble surtout bénéficier aux donneurs eux-mêmes (32). Car, en plus des honoraires qu'ils reçoivent à ce titre, l'« aide technique » sert aussi à engranger des contrats et à consolider des positions commerciales. L'idéologie justifie ainsi de nouveaux rapports de forces : la doctrine du moins d'État affaiblit les gouvernements et sert de prétexte aux prédateurs étrangers qui s'approprient à bon compte des pans entiers d'économies anémiques. Car la nébuleuse libérale prêche la concurrence mais jouit d'une position de monopole. Elle exige la transparence mais joue l'opacité. Comme pour la BERD, les conflits d'intérêts abondent. C'est un cercle très fermé d'investisseurs et d'intermédiaires qui contrôle le jeu : les gouvernements occidentaux se déchargent sur les organisations internationales qui, elles, cooptent les intermédiaires.

Les professeurs de démocratie connaissent mal la séparation des pouvoirs. Ainsi, les grandes sociétés de conseil évaluent d'abord les actifs pour le compte des gouvernements. Elles établissent ensuite les règles d'achat. Elles conseillent enfin les acheteurs étrangers. Selon un rapport confidentiel du NIK, sorte de cour des comptes polonaise, le gouvernement est systématiquement « roulé » dans ces transactions (33). Du fait de ces délits d'initiés, le Trésor polonais se retrouve perdant. Mais il n'a aucun recours.

Les réformes les plus urgentes sont celles sur lesquelles les pays occidentaux ont meilleure prise. Elles doivent s'attacher à limiter le pouvoir prédateur des faiseurs de révolution. Ces derniers ont le vent en poupe. Mais leurs abus et le libéralisme à outrance qu'ils prônent se retourneront contre eux si les nouveaux liens de dépendance qui se créent

nourrissent les ressentiments des peuples qui servent de laboratoire aux libéraux avides de leur faire découvrir l'Amérique au prix fort.

## RÉFÉRENCES

- (1) Propos cités par Frank Gibney dans *Miracle by Design : The Real Reasons Behind Japan's Economic Success*, Times Books, New-York, 1982, p. 40.
- (2) Cf. Ibrahim Warde, « Aux sources taries d'un capitalisme divisé », *le Monde diplomatique*, juin 1991.
- (3) Cf., par exemple, l'explication de l'économiste conservateur, M. Paul Craig Roberts, *Business Week*, 12 mars 1990, « Les prêts occidentaux empêchent les réformes, puisqu'ils perpétuent la subvention de l'économie. »
- (4) Eric Hoffer, *The True Believer ; Thoughts on the Nature of Mass Movements*, Harper, New-York, 1951.
- (5) *Le Monde*, 29 juin 1989.
- (6) *Business Week*, 27 janvier 1992.
- (7) Pedro-Pablo Kuczynski, *New York Times Book Review*, 3 novembre 1991.
- (8) Voir, par exemple, Graham Hancock, *The Lords of Poverty : the Freewheeling lifestyles, Power, Prestige and Corruption of the Billion-dollar Aid Business*, Macmillan, Londres, 1989.
- (9) Francis Fukuyama, *la Fin de l'Histoire et le Dernier Homme*, Flammarion, Paris, 1992.
- (10) *Le Monde*, 24 avril 1991.
- (11) M. Jacques Attali explique d'ailleurs le rôle considérable que joue la finance aujourd'hui dans sa biographie du banquier Warburg, *Un homme d'influence*, Fayard, 1985.
- (12) *Le Monde*, 24 avril 1991.
- (13) *Financial Times*, 15 avril 1991. \* Professeur d'économie politique internationale à l'université de Californie, Davis.
- (14) *The Banker*, janvier 1991.
- (15) *Europe, Magazine of the European Community*, Washington, mars 1992.
- (16) *Financial Times*, 15 avril 1991.
- (17) *Le Monde*, 19 avril 1991.
- (18) *The Economist*, 10 août 1991.
- (19) *Financial Times*, 19 septembre 1991.
- (20) Les dirigeants du FMI et de la Banque mondiale ne recevaient que 225 000 dollars par an comme salaire de base, contre 290 000 au président de la BERD (*Financial Times*, 2 août 1991). En y incluant les avantages en nature et en tenant compte des exemptions fiscales, les

salaires réels reviennent à plus du double. A titre de comparaison, le salaire russe moyen est d'environ 95 dollars par an.

- (21) Financial Times , 24 juillet 1991.
- (22) Ainsi, en Russie, le programme économique pour l'année 1992 est explicitement axé sur les exigences du FMI.
- (23) Le Monde , 17 mars 1992.
- (24) Jack Kemp, « Houses to the People ! An Open Letter to Boris Yeltsin », Policy Review , Washington, hiver 1992.
- (25) Lire notamment Jacques Séguéla, Vol au-dessus d'un nid de cocos , Flammarion, Paris, 1992, et Guy Sorman, Sortir du socialisme , Fayard, Paris, 1990.
- (26) Business Week , 24 février 1992.
- (27) New York Times , 9 février 1992.
- (28) Financial Times , 16 janvier 1992.
- (29) New York Times , 5 avril 1992.
- (30) The Christian Science Monitor , 2 mars 1992.
- (31) San Francisco Chronicle , 18 mars 1992.
- (32) The Christian Science Monitor , 2 mars 1992.
- (33) The Christian Science Monitor , 2 mars 1992.

Tous droits Réservés © Le Monde diplomatique.

Copyright © 2015, ibrahimwarde.com.